

# Enquête d'insertion professionnelle auprès des **jeunes** de la **Génération 2010**



**Enquête 2013**  
avril, mai, juin, juillet

## L'insertion professionnelle des jeunes : des conditions d'insertion différenciées qui interrogent les politiques régionales ?

*Aline VALETTE-WURSTHEN, Chargée de mission Partenariats régionaux  
Céline GOFFETTE, Chargée d'études au Département Entrée dans la vie active*

*Journées d'information et d'échanges de  
pratiques pour les Conseils régionaux  
4 et 5 décembre 2014, Strasbourg, Conseil régional d'Alsace*

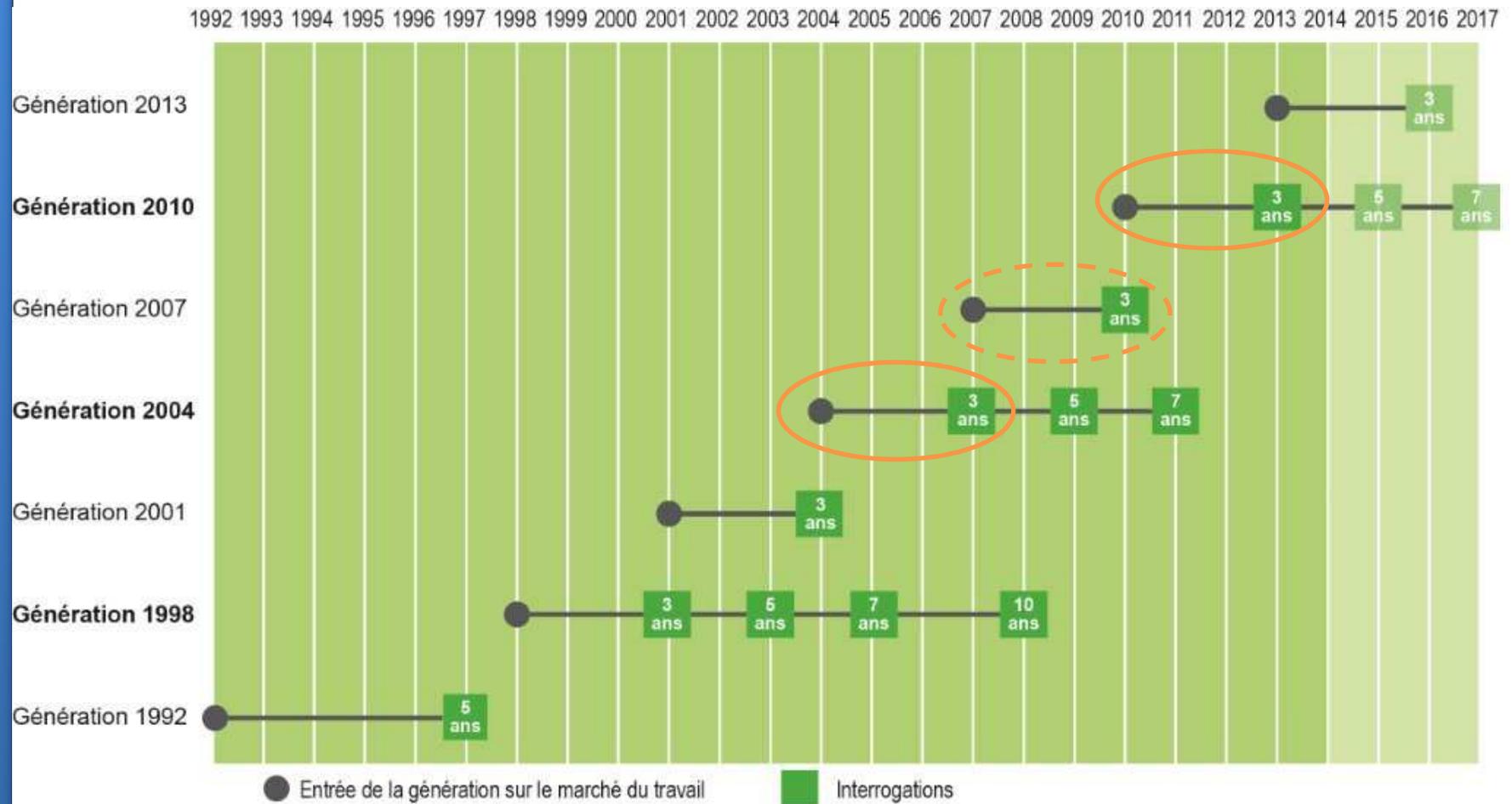
# Déroulé de la présentation

- **Les premiers résultats de l'enquête 2013 auprès des jeunes de la Génération 2010**
- **Focus sur les trajectoires longues : quand les jeunes de la Génération 2004 obtiennent un diplôme après la fin de formation initiale**
- **Quels enjeux au niveau régional? Enjeux de connaissance et de politiques publiques**

- **Les premiers résultats de l'enquête 2013 auprès des jeunes de la Génération 2010 :**
  - **L'enquête Génération**
  - **L'insertion des jeunes : accès et condition d'emploi, influence du diplôme**
  - **Quelques analyses au niveau régional**

- Objectif : suivre les **cheminements professionnels** des jeunes
  - à la sortie de leur formation initiale
  - quel que soit leur niveau de formation
- Les **atouts** du dispositif :
  - Un cadre d'analyse permettant de comparer l'insertion entre différents niveaux de sortie
  - La même conjoncture pour tous
  - Des informations riches et diversifiées
  - Une large fenêtre d'observation
  - Une prise en compte du temps de l'insertion

# Le calendrier des enquêtes Génération

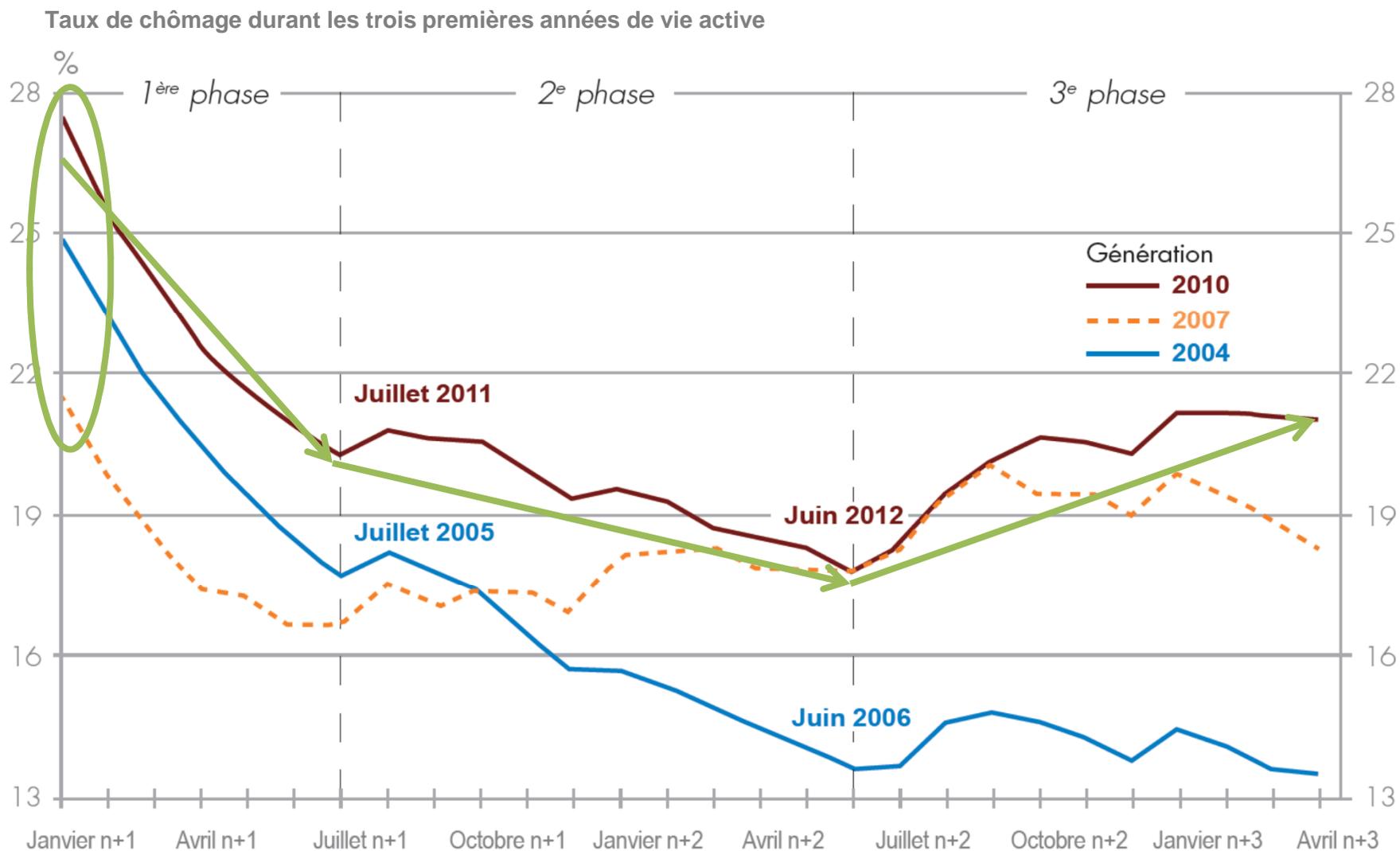


- **Les premiers résultats de l'enquête 2013 auprès des jeunes de la Génération 2010 :**
  - **L'enquête Génération**
  - **L'insertion des jeunes : accès et condition d'emploi, influence du diplôme**
  - **Quelques analyses au niveau régional**

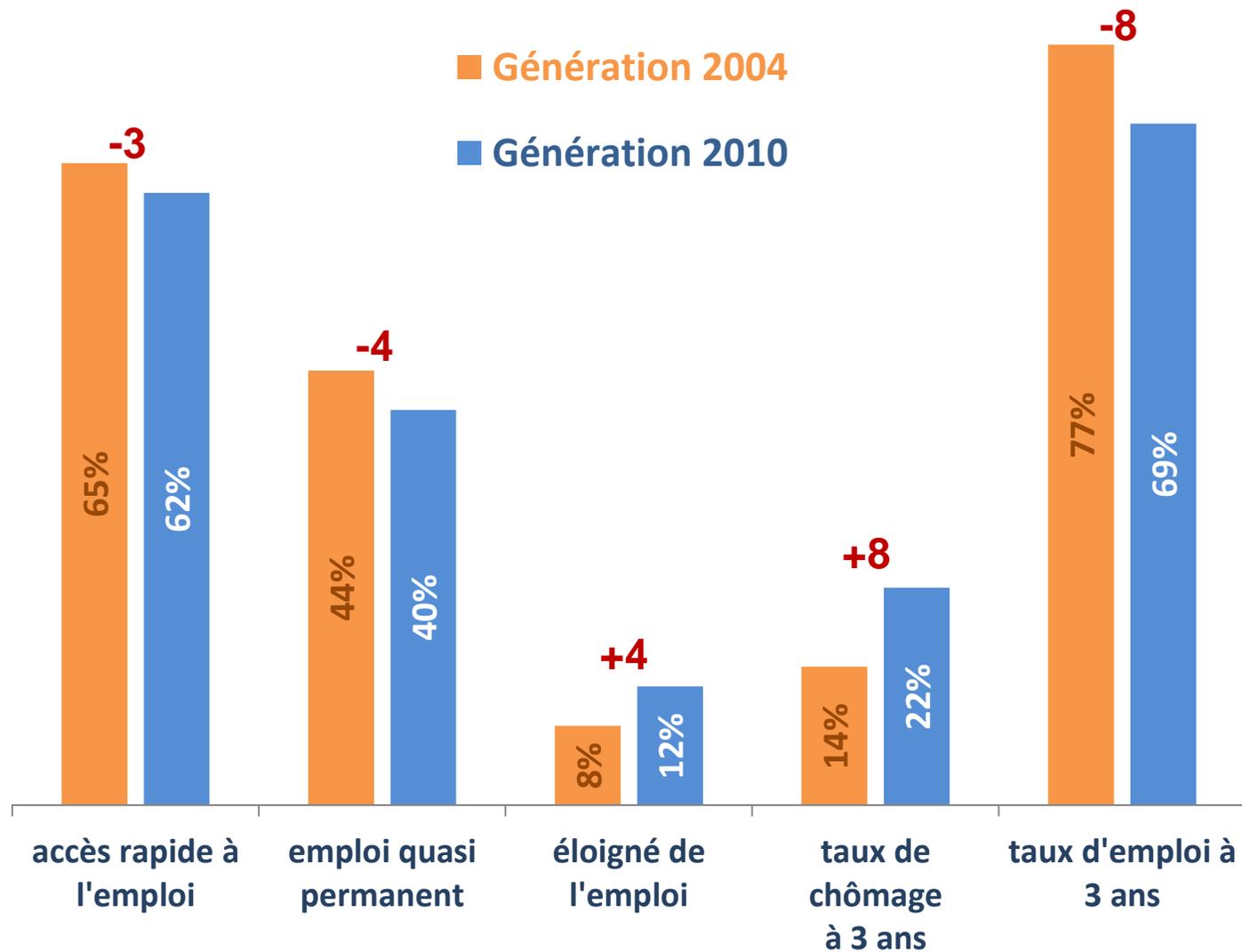
# Un contexte conjoncturel marqué par la crise

- Sur la dernière décennie, 3 générations observées :
  - 2004, 2007, 2010
- Une double crise économique
- Faiblesse de l'intervention publique en faveur des contrats aidés (hors apprentissage)
- Une Génération plus diplômée

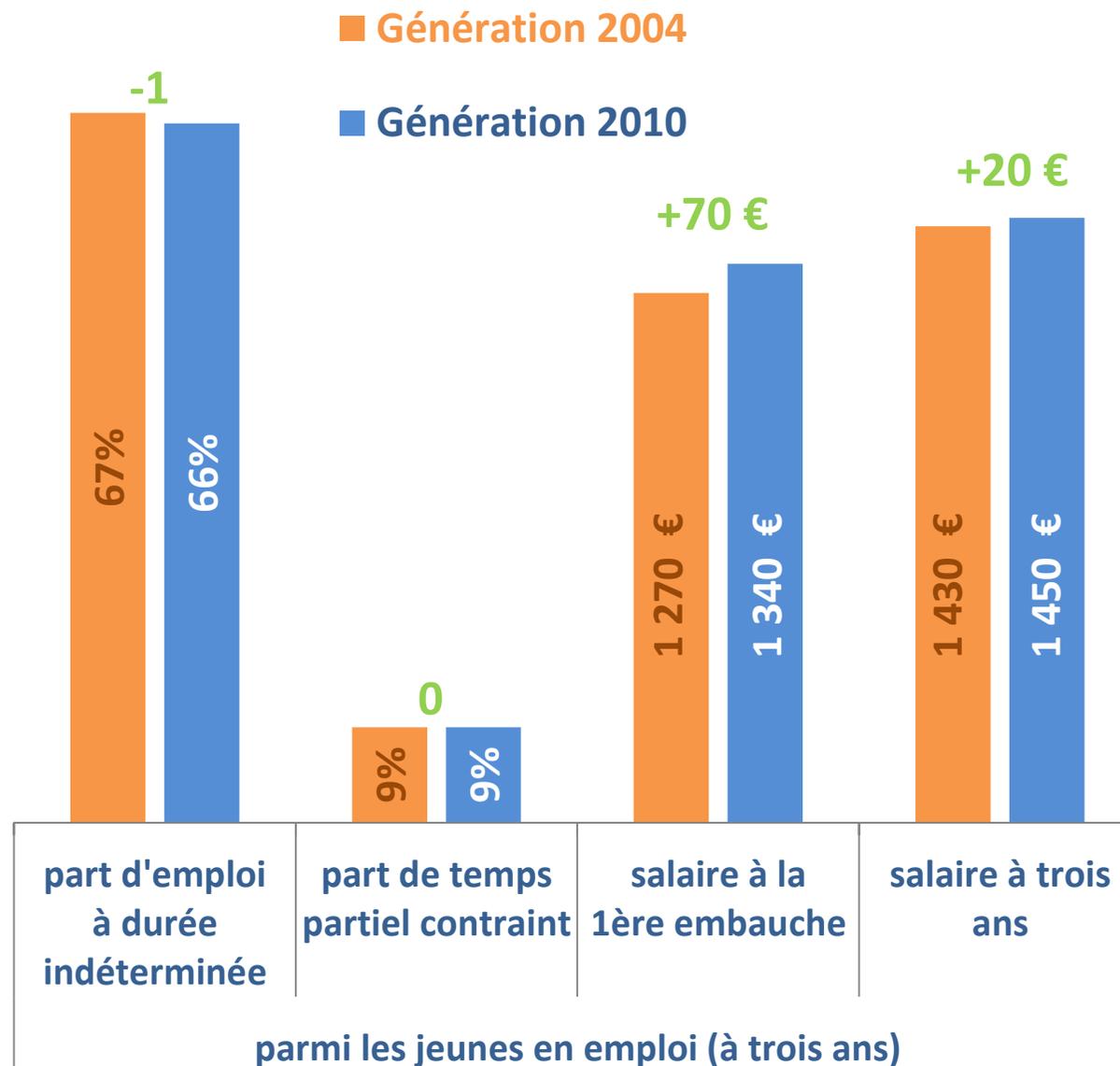
# Une dégradation de l'insertion sans précédent



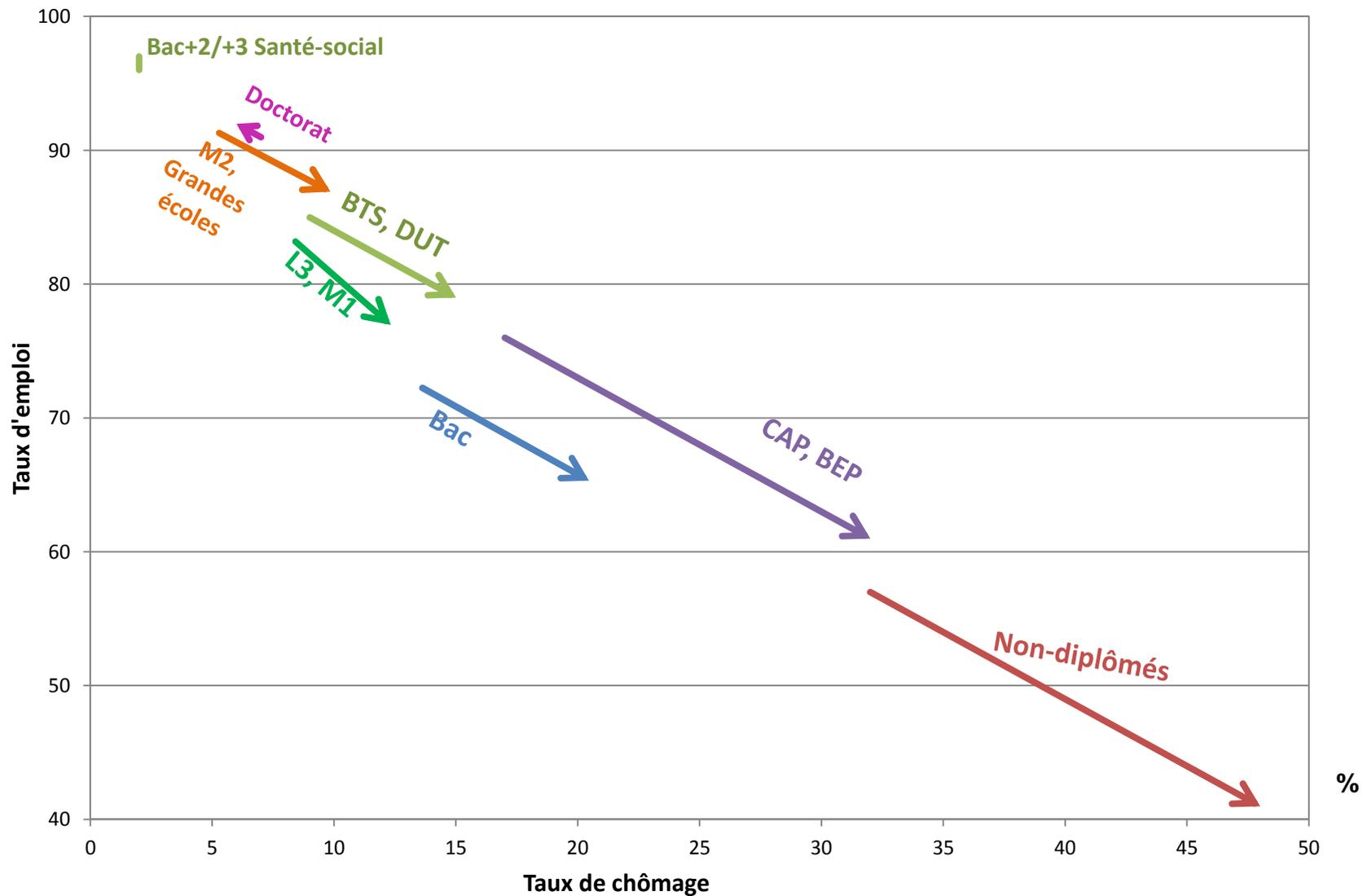
# Un accès à l'emploi plus difficile



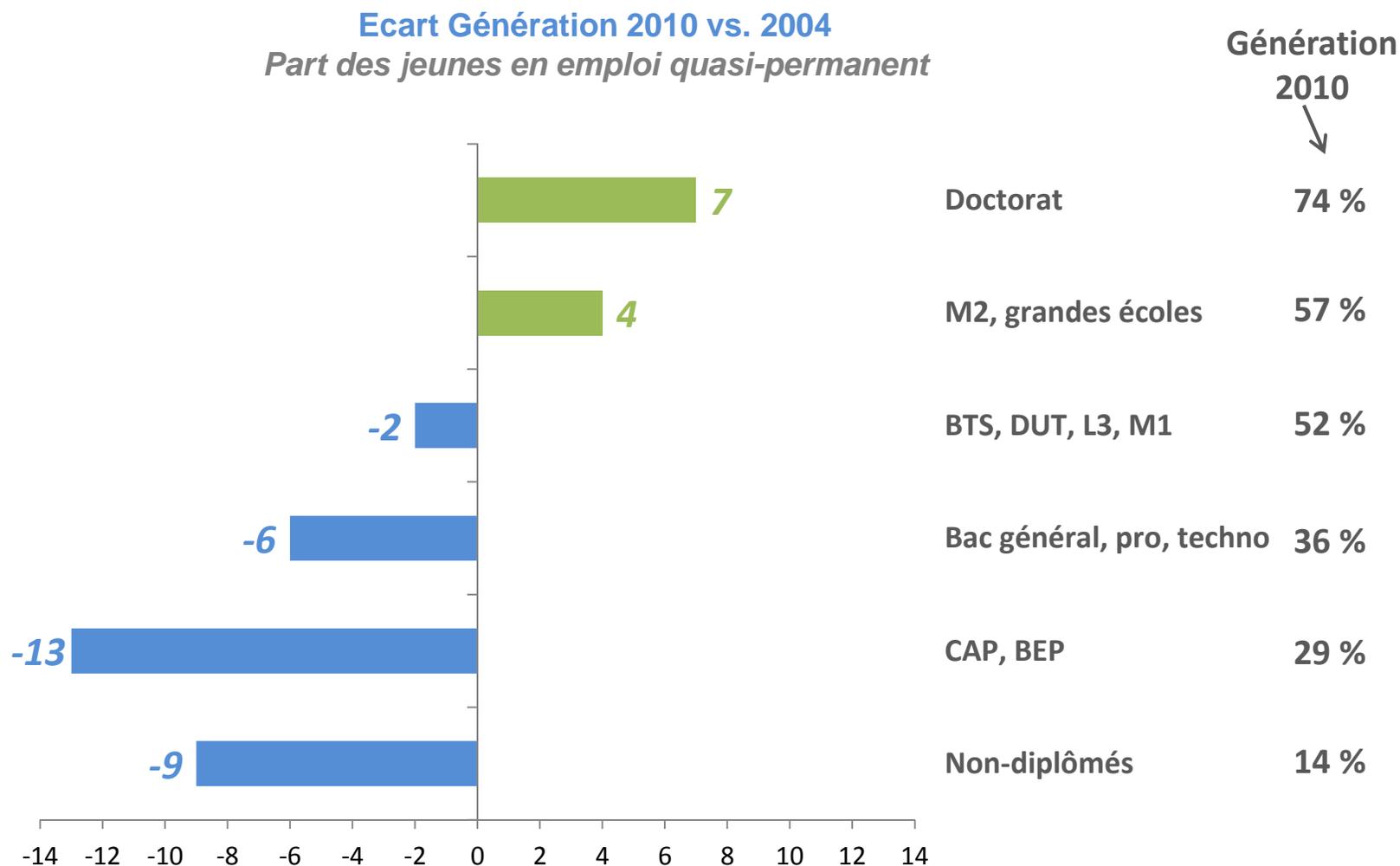
# Des conditions d'emplois et de salaires préservées



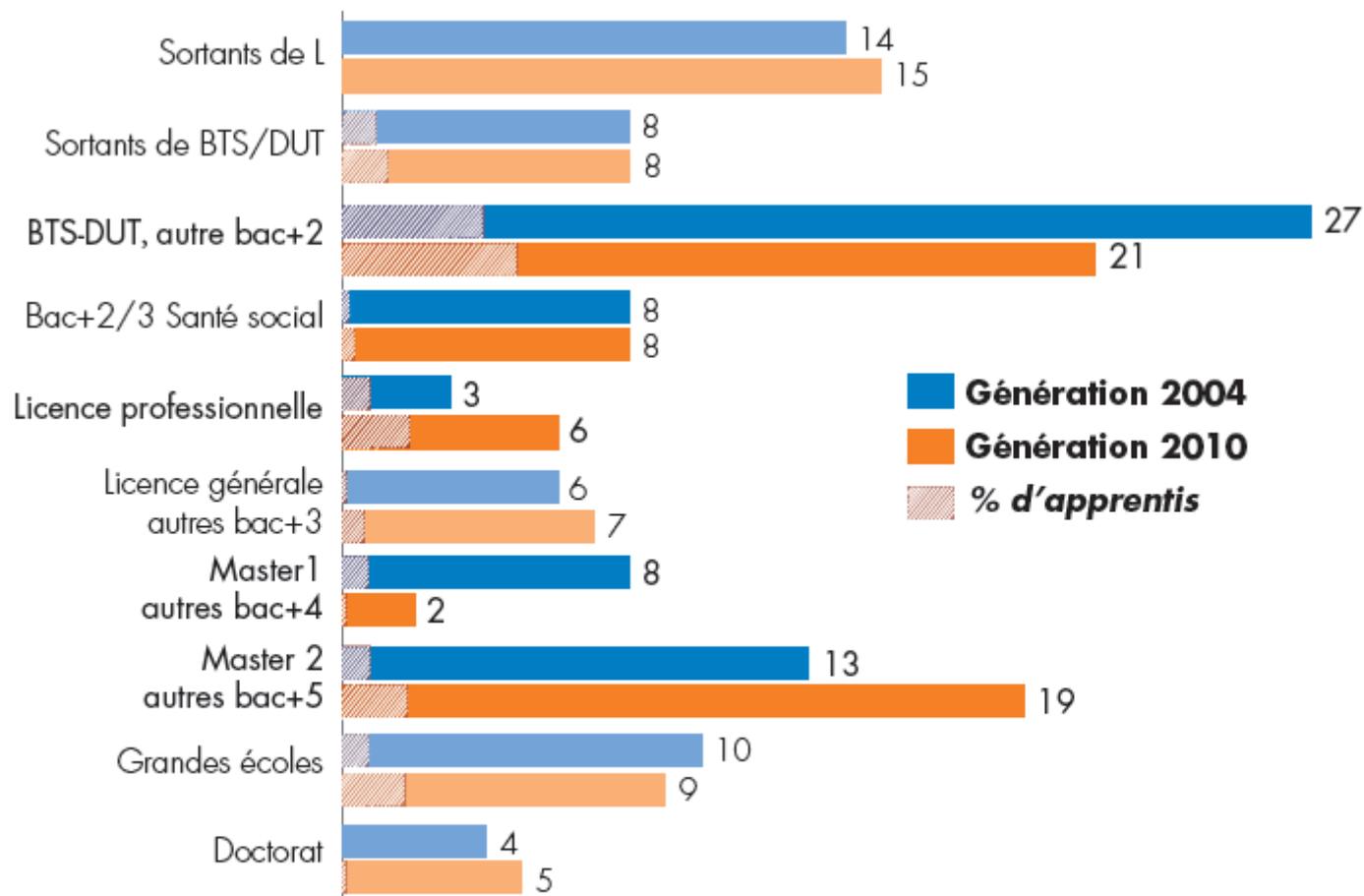
# L'insertion se dégrade fortement sur les bas niveaux d'études



# Le fossé se creuse entre niveaux de diplôme



# Sortants du supérieur : une hausse du niveau de formation...



Source : Céreq, enquêtes Génération 2004 et Génération 2010, bases comparables.  
 Champ : sortants de l'enseignement supérieur en 2004 et 2010 (hors IUFM).

# ... qui n'empêche pas une hausse du chômage

	Taux de chômage	
	G2004	G2010
Sortants de L	17,4	23,6
Sortants de BTS/DUT	12,8	23,3
<b>Ensemble non-diplômés***</b>	<b>15,8</b>	<b>23,1</b>
BTS- DUT, autres bac+2	8,5	14,4
Bac+2/3 santé-social	1,6	1,9
Licence professionnelle	5,1	9,9
Licence générale, autres bac+3	11,6	13,8
<b>Ensemble bac+2/+3</b>	<b>7,3</b>	<b>11,2</b>
Master 1, autres bac+4	11	14,2
Master 2, autres bac+5	6,3	11,9
Écoles de commerce	5,1	9,2
Écoles d'ingénieurs	3,7	3,5
<b>Ensemble M1, M2 (y.c. écoles)</b>	<b>6,8</b>	<b>10,2</b>
Doctorat hors santé	9,7	8,8
Doctorat santé	2,3	2,2
<b>Ensemble doctorat</b>	<b>7</b>	<b>5,8</b>
<b>Ensemble</b>	<b>8,7</b>	<b>13</b>

← + 7 points

← + 6 points

← + 5 points

## Ce qu'il faut retenir : les « constantes »

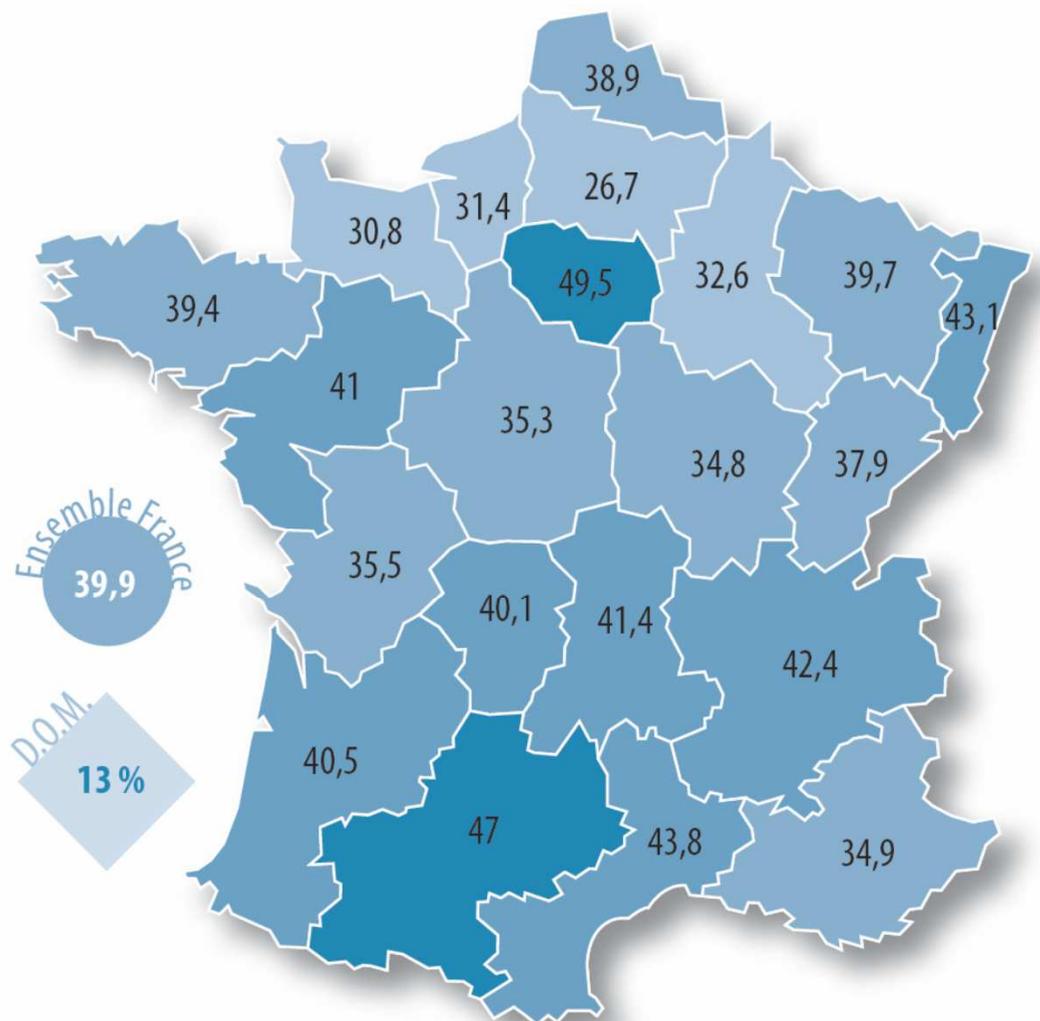
- **Une majorité de jeunes accèdent à l'emploi et s'y maintiennent**
- **2/3 des emplois occupés à 3 ans de vie active sont à durée indéterminée**
- **L'absence de diplôme expose très fortement au chômage surtout face à une mauvaise conjoncture**
- **Le niveau de diplôme monte surtout pour les femmes**

## Ce qu'il faut retenir : Les « nouveautés »

- **L'insertion se dégrade, pas les conditions d'emploi**
- **Les disparités entre diplôme se creusent...**  
**...avec une forte pénalisation des moins diplômés**
- **Pour les sortants du supérieur, la hausse du niveau de formation n'empêche pas celle du chômage**

- **Les premiers résultats de l'enquête 2013 auprès des jeunes de la Génération 2010 :**
  - **L'enquête Génération**
  - **L'insertion des jeunes : accès et condition d'emploi, influence du diplôme**
  - **Quelques analyses au niveau régional**

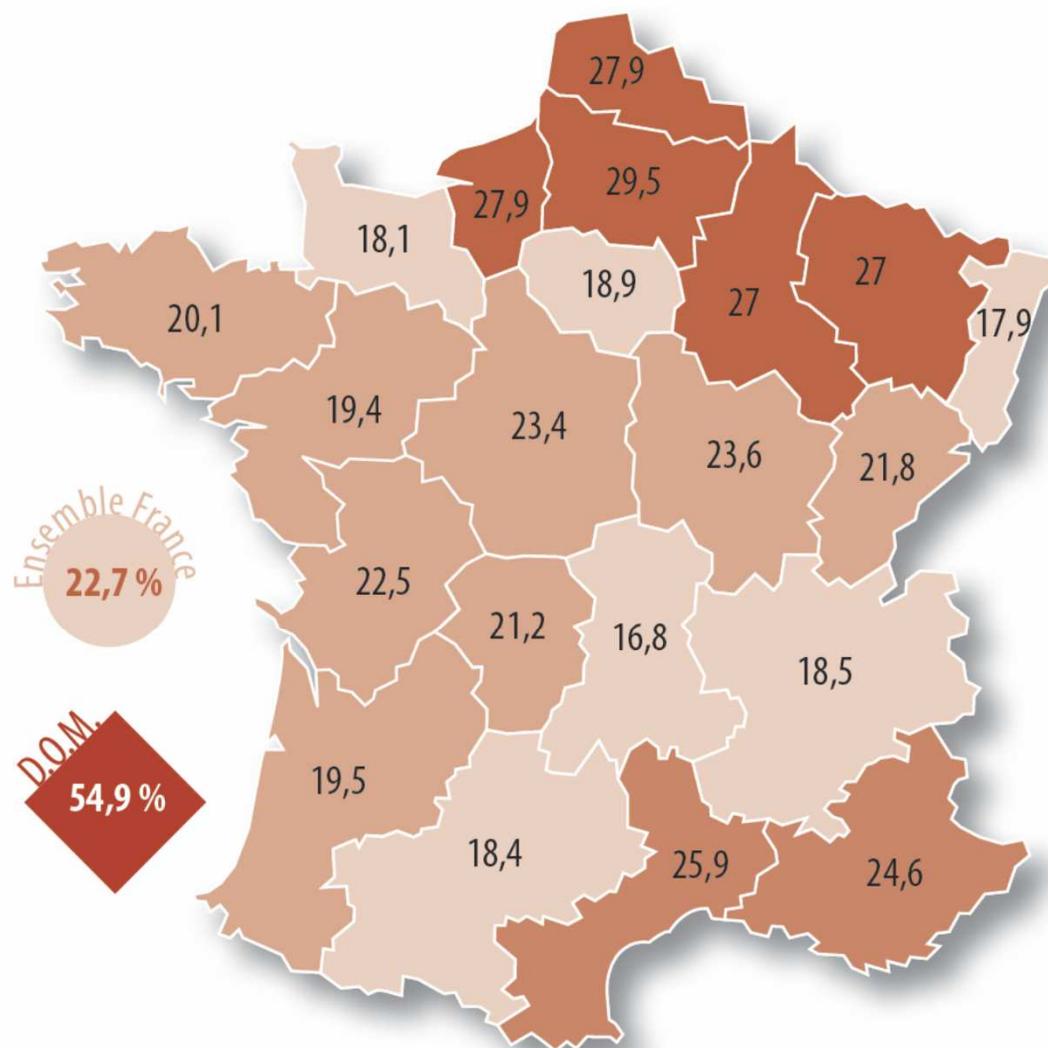
# Part de diplômés de l'enseignement supérieur selon la région de formation (%)



Champ : ensemble des jeunes de la génération (708 000 individus).  
Source : enquête Génération 2010, Céreq



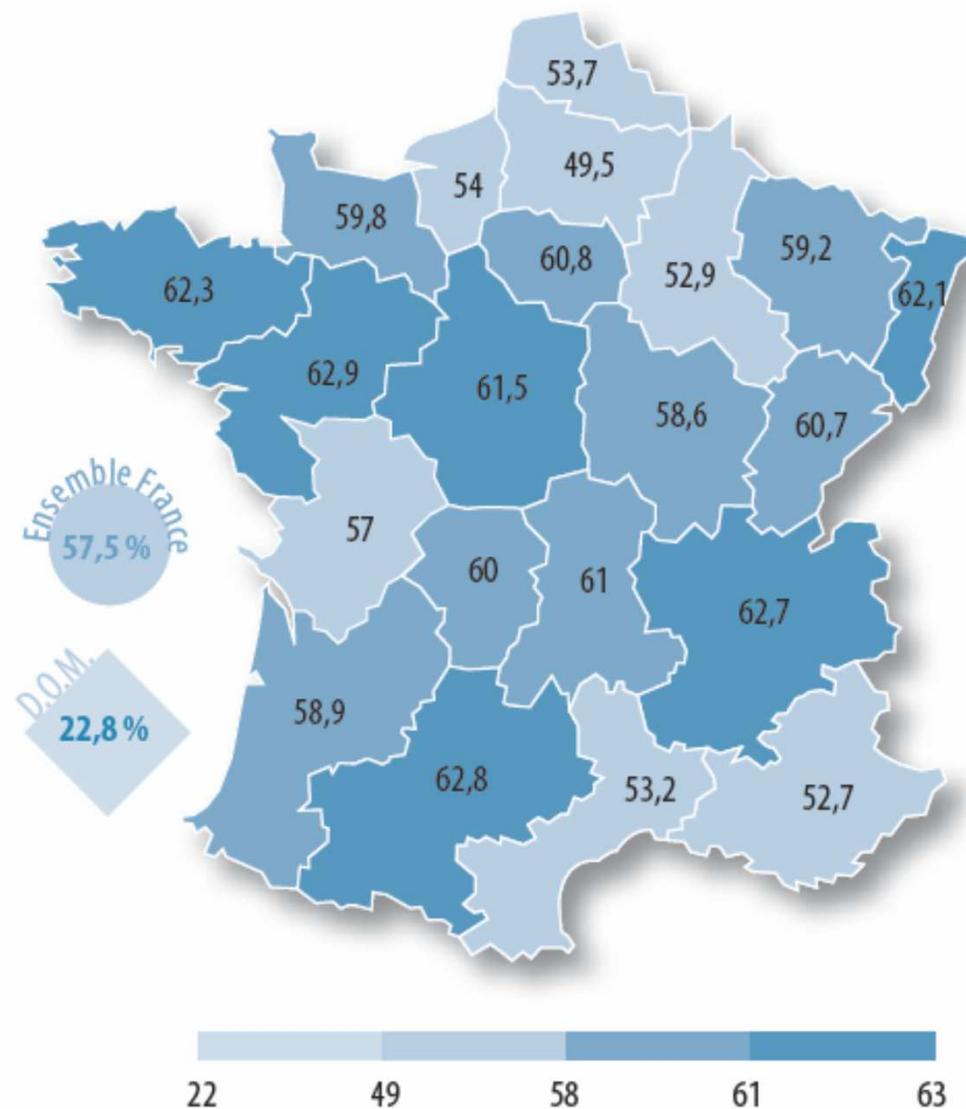
# Taux de chômage au printemps 2013 selon la région de formation



Champ : jeunes en emploi ou au chômage au printemps 2013 (619 000 individus).  
Source : enquête Génération 2010, Céreq



# Accès rapide et durable à l'emploi selon la région de formation



Champ : ensemble des jeunes de la génération (708 000 individus).  
Source : enquête Génération 2010, Céreq



# Mobilités géographiques durant les trois premières années de vie active

	Durant leurs études, ils ont changé de région <sup>1</sup>	Ils ont travaillé hors de leur région de formation <sup>2</sup>
(en %)		
<b>Aucun diplôme</b>	<b>8</b>	<b>18</b>
<b>CAP-BEP</b>	<b>10</b>	<b>20</b>
<b>Baccalaureat</b>	<b>17</b>	<b>24</b>
Bac professionnel	13	21
Bac technologique	17	25
Bac général	22	29
<b>Bac+2 hors santé social</b>	<b>23</b>	<b>30</b>
<b>Bac+2/3 sante social</b>	<b>38</b>	<b>39</b>
<b>Bac+3/4 hors sante social (L, M1)</b>	<b>40</b>	<b>43</b>
Licence professionnelle	42	46
Autre Bac+3/4	38	41
<b>Bac+5 (M2)</b>	<b>53</b>	<b>53</b>
Bac+5 hors écoles de commerce et ingénieurs	47	47
École de commerce	67	65
École d'ingénieurs	66	62
<b>Doctorat (D)</b>	<b>51</b>	<b>47</b>
Doctorat santé	44	35
Doctorat hors santé	57	57
<b>Ensemble</b>	<b>23</b>	<b>31</b>

Champs : 1 - jeunes pour lesquels les régions des établissements de formation sont connues (686 000 individus) 2 (641 000 individus), 3 - jeunes formés hors Île-de-France et

- **Les premiers résultats de l'enquête 2013 auprès des jeunes de la Génération 2010**
- **Focus sur les trajectoires longues : quand les jeunes de la Génération 2004 obtiennent un diplôme après la fin de formation initiale**
- **L'évaluation des politiques publiques au Céreq : quelques exemples d'études**

# Une analyse de trajectoires longues

- Génération 2004 : interrogation 3 ans, 5 ans et 7 ans après la fin de formation initiale
- Dernière interrogation en 2011, repérage des jeunes ayant repris une formation et acquis un diplôme
- Un quart des sortants bacheliers de 2004 obtient un nouveau diplôme avant 2011
- Moins de 60 % des nouveaux diplômes obtenus par les bacheliers après 2004 relèvent de l'enseignement supérieur

# Obtenir un diplôme dépend de l'origine sociale

	Jeunes dont un parent au moins est ouvrier	Jeunes dont un parent au moins est cadre	Hommes	Femmes
Pas de nouveau diplôme obtenu après 2004	80	69	81	68
Diplôme du supérieur, obtenu après 2004 en alternance ou via un emploi	5	10	6	8
Diplôme du supérieur, obtenu après 2004 sans lien avec un emploi (reprises d'études classiques, AFPA, GRETA, cours du soir...)	6	10	5	10
Diplôme du secondaire, obtenu après 2004 en alternance ou via un emploi	4	5	3	5
Diplôme du secondaire, obtenu après 2004 sans lien avec un emploi (reprises d'études classiques, AFPA, GRETA, cours du soir...)	5	7	4	9
<i>Ensemble des sortants bacheliers de la Génération 2004</i>	<i>100 %</i>	<i>100 %</i>	<i>100 %</i>	<i>100 %</i>

Champ : ensemble des jeunes sortants bacheliers de la Génération 2004. Source : Céreq.

Lecture : parmi les sortants bacheliers de la Génération 2004, 80 % de ceux dont un parent au moins était ouvrier n'ont pas obtenu de nouveau diplôme après leur formation initiale.

NB : moins de 2% des sortants bacheliers ont à la fois un parent cadre et un parent ouvrier.

# Retrouvez toutes les informations sur [www.cereq.fr](http://www.cereq.fr)

## Bref du Céreq

n° 319 mars 2014

### Enquête 2013 auprès de la Génération 2010 Face à la crise, le fossé se creuse entre niveaux de diplôme

En 2013, trois ans après leur sortie du système éducatif, 22 % des jeunes actifs sont en recherche d'emploi. Il s'agit du niveau le plus haut jamais observé dans les enquêtes d'insertion du Céreq. La hausse, par rapport à la Génération 2004, est de 16 points pour les non-diplômés et de 3 points pour les diplômés du supérieur long. Toutefois, les premiers emplois ne sont ni plus précoces, ni moins rémunérateurs.

génération  
insertion  
salaires  
diplôme  
chômage  
parcours  
jeunes  
emploi  
supérieur

En 2013, le Céreq a réalisé la sixième édition de ses enquêtes d'insertion, s'intéressant aux 700 000 jeunes sortis en 2010 du système scolaire.

**Christophe Barret**  
**Florence Ryk**  
**Noémie Velle**  
(Céreq)

Cette Génération 2010 se présente sur le marché du travail avec un niveau d'études sensiblement plus élevé que la Génération 2004. L'élévation du niveau de formation concerne avant tout les niveaux supérieurs. En effet, en dépit de l'objectif général de réduction du nombre de jeunes sortants sans diplôme, feu au niveau européen, ceux-ci représentent encore 16 % de la Génération 2010 (contre 18 % pour la Génération 2004). En revanche, au sein du système d'enseignement supérieur, la mise en place progressive du LMD entre 2003 et 2006 incite les étudiants à prolonger leurs études jusqu'aux niveaux licence (L3), master (M2) ou doctorat (D), réduisant les sorties aux niveaux bac-2 et bac-4. Au final, la part des jeunes titulaires de niveau master ou au-delà est de 14 % pour la Génération 2004, contre 14 % pour la Génération 2010. Les diplômés de l'enseignement supérieur restent identiques.

Au niveau de l'enseignement secondaire, la Génération 2010, bien que non concernée par la réforme de la voie professionnelle, compte déjà moins de titulaires d'un CAP ou d'un BEP et plus de bacheliers professionnels.

Le développement de l'apprentissage marque également cette génération. Favorisée depuis plusieurs années par les pouvoirs publics, cette voie de formation séduit de plus en plus de jeunes, à différents niveaux d'éducation. En 2010, un jeune sortant sur cinq est issu d'une formation par apprentissage ; seul un sur trois est une femme. Cette modalité de formation historiquement dédiée à l'enseignement secondaire s'est étendue aux études supérieures, courtes ou longues. Ainsi, la part d'apprentis parmi les diplômés de l'enseignement supérieur a presque doublé par rapport à la Génération 2004. Les titulaires de licence professionnelle et de BTS-DUT restent les plus concernés mais sont désormais talonnés par les diplômés des grandes écoles.

n° 319

## Bref du Céreq

n° 322 septembre 2014

### Sortants du supérieur : la hausse du niveau de formation n'empêche pas celle du chômage

Les jeunes sortis de l'enseignement supérieur en 2010, interrogés dans le cadre des enquêtes Génération, n'échappent pas à la dégradation de la conjoncture. Bien que plus diplômés sous l'effet de la réforme du LMD, ils sont plus souvent au chômage et un peu moins rémunérés que leurs prédécesseurs sortis en 2004. Les non-diplômés restent les plus exposés, mais l'insertion des diplômés de la voie professionnelle subit également les effets de la crise.

Génération 2010  
enseignement  
chômage  
supérieur  
salaires  
insertion  
professionnelle  
Génération 2004

**Boris Ménard**  
(Céreq)

Parmi les sortants de l'enseignement supérieur en 2010, seuls les ingénieurs, les docteurs et les diplômés de la santé et du social sont épargnés par la progression du chômage. Pour tous les autres, la situation après trois ans de vie active s'est aggravée entre 2007 et 2013. Les 369 000 jeunes sortis de l'enseignement supérieur en 2010, soit 3 % de plus qu'en 2004, sont pourtant plus diplômés que leurs prédécesseurs. En effet, la généralisation du LMD a entraîné, par un jeu de vases communicants, une élévation du niveau général, et une modification de la structure des sortants (cf. graphique page 2). Ainsi, la part des sortants au niveau bac-2 (diplômés de BTS ou DUT) a reculé au profit du niveau L3 (notamment les licences professionnelles). Les sorties au niveau M1 se sont rarifiées, alors que le master 2 est en passe de devenir le diplôme le plus délivré. Au final, en 2010, près d'un jeune sur trois issu de l'enseignement supérieur entre sur le marché du travail avec un diplôme du supérieur long en poche (bac+5 et plus).

La dégradation du niveau de diplôme ne résulte pas d'une insertion professionnelle. En 2013, trois ans après leur sortie de l'enseignement supérieur, tous

les niveaux confondus, 13 % des jeunes actifs sont au chômage. Ce taux est en hausse de quatre points par rapport à la Génération 2004. Certes, la part des emplois occupés à durée indéterminée est stable (73 %), de même que la part des emplois de niveau cadre ou profession intermédiaire (73 %). Ces emplois sont en moyenne plus qualifiés, la proportion d'emplois de niveau cadre ayant, à elle seule, progressé de cinq points. Après trois années de vie active et sous l'effet de la crise, les jeunes actifs de la Génération 2010 subissent néanmoins une baisse de leur pouvoir d'achat. La rémunération mensuelle nette, qui s'élevait à 1 620 euros, est inférieure à celle de la Génération 2004 (-30 euros).

Les disparités observées sur le taux de chômage et les salaires restent liées au niveau de sortie mais également à la filière et à la spécialité de formation. Au sein du supérieur court, les diplômés de bac-2/3 en santé sociale restent les mieux protégés face au chômage et les mieux rémunérés, suivis par les diplômés de licence professionnelle. Les salaires perçus par les diplômés de bac-5 et plus sont plus élevés quel que soit le diplôme, et les taux de chômage inférieurs, hormis pour les diplômés de master universitaire.

n° 322

## Bref du Céreq

n° 325 novembre 2014

### Quand les bacheliers reprennent le chemin des diplômes

De plus en plus de bacheliers reprennent des études dans les premières années qui suivent leur sortie de scolarité. Cette évolution ne reflète pas uniquement un comportement de repli face à une conjoncture difficile. Si les nouveaux diplômes obtenus par ces jeunes ne relèvent pas tous de l'enseignement supérieur, ils sont presque toujours à vocation professionnalisante. Pour les bacheliers d'origine populaire ou titulaires d'un bac pro, reprendre le chemin des diplômes est moins fréquent que pour les autres.

supérieur  
reprise d'études  
Génération  
insertion  
diplômes  
secondaire

**Virginie Mora**  
(Céreq)

Le choix d'améliorer ses études deviendrait-il de plus en plus réversible en France ? Reprendre le chemin d'une formation qualifiante, voire décrocher un diplôme après la sortie de formation initiale devient moins rare, en particulier pour les nombreux jeunes quittant le système éducatif avec le seul baccalauréat. Par exemple, parmi les bacheliers qui avaient mis un terme à leur formation initiale en 2010, 30 % ont repris des études ou une formation en alternance dans les trois années qui ont suivi. Cette proportion était de 15 % à la fin des années quatre-vingt-dix.

Malgré leur importance croissante, ces mouvements de retour précoces vers des formations diplômantes restent peu documentés en France. Ces retours ont longtemps été interprétés comme un comportement de repli face à une conjoncture d'emploi difficile. L'ampleur du mouvement et sa progression régulière sur les deux dernières décennies incitent cependant à ne pas se contenter de cette explication.

Un quart des sortants bacheliers de 2004 obtient un nouveau diplôme avant 2011

Plus de 170 000 jeunes ont mis un terme à leur formation initiale avec le seul baccalauréat, soit directement après celui-ci,

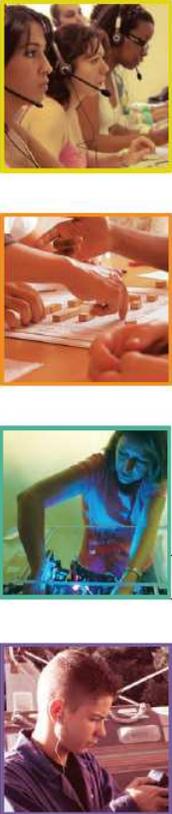
soit après un passage par l'enseignement supérieur sans obtention de diplôme. L'enquête Génération 2004 menée en 2011 a permis de mesurer non seulement l'importance des retours vers les formations, mais aussi la précocité de l'acquisition de nouveaux diplômes pour ces jeunes d'abord sortis bacheliers : sept ans après la formation initiale, 25 % d'entre eux ont obtenu un nouveau diplôme.

Ces retours en formation débutent le plus souvent de façon précoce, dans les trois premières années qui suivent la formation initiale, avant de se raréfier progressivement. À l'inverse, en 2011, la proportion des jeunes bacheliers de 2004 à reprendre une formation devient très faible. On observe donc une proximité entre la fin des études et le début de la vie active plutôt qu'une montée en charge de la formation tout au long de la vie.

Moins de 40 % des nouveaux diplômés obtenus par les bacheliers après 2004 relèvent de l'enseignement supérieur. Un peu plus d'un cinquième sont de niveau baccalauréat — fréquemment des brevets professionnels ou des baccalauréats professionnels, et de même un peu plus d'un cinquième sont de niveau CAP-BEP. Il ne s'agit donc pas pour tous de reprendre un cursus dans le supérieur qui aurait été interrompu un peu rapidement. 51% ne sont pas toujours plus élevés que

n° 325

Retrouvez toutes les informations sur [www.cereq.fr](http://www.cereq.fr)



Quand  
l'école  
est finie

► Premiers pas dans la vie active  
de la génération 2010  
Enquête 2013

Centre d'études  
et de recherches  
sur les qualifications — Céreq

- **Les premiers résultats de l'enquête 2013 auprès des jeunes de la Génération 2010**
- **Focus sur les trajectoires longues : quand les jeunes de la Génération 2004 obtiennent un diplôme après la fin de formation initiale**
- **Quels enjeux au niveau régional? Enjeux de connaissance et de politiques publiques**

# Zoom sur le décrochage scolaire

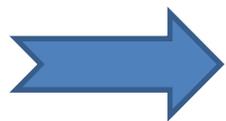
- Le processus multidimensionnel du décrochage scolaire  enjeu de **maintien du lien** avec les jeunes et leur famille tout au long de la scolarité
- Les coopérations interinstitutionnelles et interprofessionnelles  **s'outiller et se professionnaliser**
- L'adaptation des actions aux spécificités des territoires  pour une **action publique différenciée**

# Zoom sur l'orientation

- **L'organisation territoriale des structures d'AIO**  
⇒ veiller à la cohérence des aires d'activités, au lien intensité de l'offre/intensité de la demande
- **Coordination des réseaux**  
⇒ perception positive mais difficulté de mise en œuvre (réseau constitués, différentes échelles de travail, absence de référentiel d'action publique commun...)
- Importance du **premier accueil** pour favoriser l'accès aux prestations, limiter le non-recours
- Prise en compte des métiers en tension: oui mais pas d'effet mécanique d'entraînement, travail d'accompagnement et de construction du choix

# Enjeux de connaissance, de suivi et d'évaluation

- Nécessité d'un **suivi à moyen terme** pour appréhender le processus d'insertion professionnelle
- Diversité des déterminants, des parcours, des situations...

 rôle central des **expérimentations** et de leur **évaluation**

## Enjeux de politiques publiques

- Importance du **lien formation-orientation**, tout au long de la vie
  - ➔ Enjeu d'information au sein du SPRO
  - Enjeu de mobilisation du CPF dans un cadre plus général de soutien aux retours en formations qualifiantes
- Réalité des approches en termes de **parcours** des dispositifs d'aides et d'accompagnement
- Construction de **coopérations interinstitutionnelles**

# Bref du Céreq

n° 307 mars 2013

## Évaluer un dispositif de lutte contre la rupture scolaire

Un dispositif expérimental visant à favoriser le retour vers une formation qualifiante de jeunes non diplômés en rupture scolaire a été évalué par le Céreq. L'absence d'impact sur les parcours mesurée par une méthode randomisée contraste avec la satisfaction des acteurs et des bénéficiaires.

évaluation  
rupture scolaire  
dispositif  
parcours  
étude quantitative  
retour en formation  
expérimentation

Pascal Rouaud  
(Céreq)

En France, environ 120 000 jeunes quittent chaque année le système éducatif français sans diplôme. À partir de 2009, le Fonds d'expérimentations pour la jeunesse (FEJ) a financé diverses actions expérimentales visant à lutter contre le décrochage scolaire. Parmi elles, l'expérimentation APIPAQ (accompagnement partenarial d'itinéraires personnalisés vers la qualification) avait pour objectif de favoriser le maintien ou le retour de jeunes en rupture scolaire vers une formation qualifiante. Elle reposait sur un partenariat renforcé entre rectorat et mission locale, et sur la création d'espaces d'accueil personnalisés (EAP) animés par un organisme de formation indépendant, à destination des jeunes les plus en difficulté. APIPAQ a été mise en œuvre entre 2009 et 2011.

Sur cette période, au niveau national, ont été mis en place le système interministériel d'échanges d'informations (SIEI) et des plateformes locales de lutte contre le décrochage scolaire visant à repérer et à prendre en charge ces jeunes. L'APIPAQ, dispositif innovant initié sur une zone géographique limitée (le bassin de Marseille), a pu être étendu. Cependant, les résultats de l'évaluation conduite par le Céreq ne plaident pas en faveur de sa généralisation.

Expérimentation randomisée : principe, protocole et mise en œuvre

L'évaluation quantitative d'APIPAQ repose sur la méthode randomisée. Celle-ci consiste à définir une population susceptible de bénéficier d'un dispositif, puis à répartir aléatoirement les individus dans deux groupes distincts : le groupe « intervention » et le groupe « témoin ». Dans le cas présent, la population entrant dans l'expérimentation était repérée par la mission locale et le rectorat. Tous deux transmettaient au Céreq, en temps réel, les informations nominatives relatives aux jeunes. Dès réception de celles-ci, le Céreq affectait de manière aléatoire chaque jeune au groupe « intervention » ou « témoin ». Il informait ensuite le partenaire à l'origine du repérage, c'est-à-dire soit la mission locale, soit le rectorat, du résultat de cette affectation. Un jeune sur deux a été placé dans le groupe « intervention ». L'acteur chargé du suivi d'un jeune affecté au groupe d'intervention pouvait lui proposer de bénéficier d'un EAP s'il jugeait que cette solution était plus adaptée que celles préétablies. En revanche, un jeune placé dans le groupe « témoin » bénéficiait d'une prise en charge classique et ne pouvait en aucun cas être orienté vers un EAP.

n° 307

# Bref du Céreq

n° 317 décembre 2013

## Rupture de scolarité : les leçons d'une expérimentation alliant éducation et santé

Les Ateliers pédagogiques du centre médico-psychologique Jean Wlier à Nanterre constituent un projet innovant de lutte contre le décrochage scolaire. Ils réunissent des professionnels du soin, du travail social et de l'éducation. Bien insérés dans les quartiers, ils accueillent la frange des jeunes le plus en difficulté parmi l'ensemble des élèves décrocheurs. Si peu réintégré dans une filière standard, la plupart des jeunes sont stabilisés, c'est-à-dire sortis d'une situation de conflit ou de crise. L'utilité sociale d'un tel dispositif amène à recenser les conditions qui permettraient de reprendre ailleurs ce type d'actions, en bénéficiant des enseignements de l'évaluation.

partenariat  
coopération  
décrochage scolaire  
expérimentation  
Fej  
évaluation  
jeunesse

Le renforcement du partenariat entre l'éducation nationale et les différentes institutions liées à la politique de la ville a marqué une inflexion dans la lutte contre le décrochage scolaire. Quand le partenariat s'étendit aux professions de la santé, cette inflexion est encore plus sensible. Alliant approches thérapeutiques et éducatives, l'expérience des Ateliers pédagogiques (AP), menée au centre médico-psychologique (CMP) de Nanterre, est emblématique de cette évolution.

Projet mené dans le cadre du Fonds d'expérimentation pour la jeunesse (Fej) et évalué par le Céreq, les AP sont construits sur une conception novatrice du traitement du décrochage scolaire. Ils proposent un dispositif d'activités pédagogiques à temps partiel (7 heures maximum par semaine), en petits groupes et en dehors des établissements scolaires, à des adolescents de 12 à 18 ans en situation de décrochage scolaire, ou en voie de déscolarisation au premier terme. Les jeunes sont accueillis dans des locaux adaptés à la suite d'événements divers, tels que des exclusions successives de plusieurs établissements scolaires, ou un manque de

place en institut médico-éducatif. Certains ne sont plus scolarisés depuis plusieurs mois voire plusieurs années. Les facteurs psychologiques de rupture sont pris en charge par le personnel soignant. Ce dispositif a pour vocation de remobiliser une vingtaine de jeunes par an, soit une soixantaine sur les trois années de l'expérimentation, par une resocialisation et un accès personnalisé aux soins. Dans les faits, la durée de prise en charge s'étendait au-delà d'un an, le nombre de présents oscille entre 25 et 35.

Perçus par les jeunes eux-mêmes, par les professionnels et les institutions comme bénéfiques, les ateliers, ou un dispositif analogue, pourraient utilement être étendus. Sous réserve du respect de certaines conditions de mise en œuvre.

Un dispositif innovant ancré dans un territoire urbain et périurbain

Le caractère innovant des Ateliers pédagogiques provient principalement de deux éléments : d'une part l'inté-

n° 317

Céreq

[www.cereq.fr](http://www.cereq.fr)

# Merci de votre attention

[Contacts: valette@cereq.fr](mailto:valette@cereq.fr)

Céreq